

**GROUPE « POLITIQUE COMPARÉE » DE L'AFSP**  
**COMPTE-RENDU DE LA JOURNEE DU 15 DECEMBRE 2003**  
**TENUE AU CERI**  
(Compte-rendu rédigé par Julie Massal)

**1. Liste des participants et intéressés (membres du public)**

Président de séance :

Dominique Darbon (CEAN, IEP Bordeaux, Bordeaux IV), co-responsable du Groupe Politique Comparée:  
[d.darbon@sciencespobordeaux.fr](mailto:d.darbon@sciencespobordeaux.fr)

Participants

Mariam Abou Zahab (INALCO-CERI, IEP Paris): [mazahab@club-internet.fr](mailto:mazahab@club-internet.fr)

Jean Benoit Pilet (ULB, Bruxelles) : [jpilet@ul.ac.be](mailto:jpilet@ul.ac.be)

Myriam Catusse (IREMAM, Aix-en-Provence) : [myriam.castusse@yahoo.fr](mailto:myriam.castusse@yahoo.fr)

Gérard Groc (IREMAM, Aix-en-Provence): [groc@msh.univ-aix.fr](mailto:groc@msh.univ-aix.fr)

Julie Massal (CSPC, IEP Aix) : [juliemassal@yahoo.fr](mailto:juliemassal@yahoo.fr)

Jean de Peña (CREALC-CSPC, IEP Aix): [jdepena@club-internet.fr](mailto:jdepena@club-internet.fr)

Emilie van Haute (ULB, Bruxelles) : [evhaute@ulb.ac.be](mailto:evhaute@ulb.ac.be)

Discussants :

Michel Hastings (CEPEN, IEP Lille) : [michel.hastings@wanadoo.fr](mailto:michel.hastings@wanadoo.fr)

Annie Laurent (CERAPS, IEP Lille - responsable du Groupe d'Analyse Electorale de l'AFSP): [alaurent@hp-sc.univ-lille2.fr](mailto:alaurent@hp-sc.univ-lille2.fr)

Membres du Public:

Virginie Baudais (CMJ, IEP Toulouse): [virginiebaudais@yahoo.fr](mailto:virginiebaudais@yahoo.fr)

Fred Eboko (CEAN, IEP Bordeaux) : [fred.eboko@wanadoo.fr](mailto:fred.eboko@wanadoo.fr)

Agnès Favier (IEP Aix): [agnes2.favier@laposte.net](mailto:agnes2.favier@laposte.net)

David Garibay (IEP Paris) : [david.garibay@wanadoo.fr](mailto:david.garibay@wanadoo.fr)

Jean-Marie Izquierdo (CERVL, IEP Bordeaux): [txemaizki@liberty.surf.fr](mailto:txemaizki@liberty.surf.fr)

Jean Leca (IEP Paris) : [jean.leca@sciences-po.fr](mailto:jean.leca@sciences-po.fr)

David Recondo (CERI-FNSP) : [drecondo@wanadoo.fr](mailto:drecondo@wanadoo.fr)

**Introduction :**

La journée d'étude du Groupe politique Comparée, qui a eu lieu à Paris (CERI) le 15 décembre 2003, s'est centrée sur la **surprise électorale** : ce thème faisait partie des quatre entrées retenues à l'issue de la première rencontre, à Aix-en-Provence le 3 juillet 2003. La plupart des débats autour des interventions ont été orientés sur la notion de surprise et sur les lectures profanes, médiatiques et savantes de la surprise électorale.

C'est autour de ce thème que se sont greffées les autres entrées retenues lors de cette journée (cf. programme) : les **systèmes institutionnels et la mise en fonction du politique** ; la **généralisation et la diversité des procédures électorales et leurs conséquences**.

Par ailleurs, croisant les analyses nord-sud, la journée du 15 décembre a été marquée par la participation de spécialistes du cas belge. Toutefois, en vue d'une troisième et dernière journée sur le thème des élections, l'appel aux pays européens demande à être élargi vers l'Europe de l'est et du sud. Il demande également à l'être vers les pays africains.

**Les interventions**

Elles ont interrogé les scrutins législatifs et présidentiels de 2002-2003 de pays très divers (Argentine, Belgique, Bolivie, Equateur, Maroc, Pakistan, Turquie), dans une perspective sociologique (insistant sur les parcours des acteurs élus ou émergents sur la scène politique) mais se sont aussi axées sur les modalités institutionnelles des scrutins. Elles concluent que la "surprise" mise en avant du point de vue médiatique n'en était pas une. Cependant, selon les contextes nationaux, la "surprise" concernait soit le résultat des scrutins (la dimension

quantitative de la victoire), soit l'ampleur du vote contestataire ou protestataire, soit la façon dont des acteurs "inattendus" parviennent au pouvoir.

Le débat, s'est d'abord axé sur la notion de surprise en se posant les questions suivantes : une surprise pour qui ? ; comment les médias la définissent-ils, et pourquoi en font-ils un objet de débat ? Qui a intérêt à parler de surprise ? Jean Leca, présent en matinée, souligne que la surprise pouvait en fait illustrer un "**calcul déjoué**", et s'interroge : calcul de qui et déjoué par qui ? La surprise peut également être définie par rapport à l'**enjeu** du scrutin (bascullement du régime, ampleur de la victoire des élus, etc). M.Hastings insiste sur les effets de catégorisation (notamment concernant le vote "protestataire" ou "contestataire") et la dangerosité de nos lexiques, ainsi que sur la fonction de rationalisation qui tente de "rectifier" l'effet de surprise. Il conclut qu'il convient d'insister sur la *façon dont se construit l'attente* produite par une élection. L'attente peut concerner des acteurs attendus qui n'arrivent pas. Par ailleurs, le débat porte sur le discours de la surprise tenu par les acteurs eux-mêmes : le discours de la surprise est-il le discours des perdants de l'élection ?

En résumé, c'est donc l'usage social du terme de surprise, par les médias, les acteurs politiques et les chercheurs, qui doit être interrogé, plutôt que de déterminer si la surprise "médiatique" en est vraiment une pour le chercheur. Car le chercheur lui-même "attend" quelque chose de l'élection en fonction du système politique étudié, et doit donc se confronter à ses propres catégories d'analyse.

Autre point majeur du débat : **la comparaison de l'objet élections**, dans des pays aussi différents : il est certes observable partout, mais **est-ce le même objet** ? Sa **signification** peut être analysée en fonction de trois critères : les titulaires des postes au pouvoir ; la façon dont l'élection reflète des clivages structurants ; et enfin la façon dont les procédures s'efforcent de réserver le moins de surprise possible, par exemple en favorisant la stabilisation des comportements électoraux et politiques.

Enfin, l'interprétation doit tenir compte de la dimension temporelle, comme le souligne A. Laurent : l'échelle de temps retenue pour inscrire le scrutin considéré dans la durée en modifie considérablement l'interprétation. L'objet élection est donc en évolution et doit être appréhendé en conséquence.

Le débat final animé par A. Laurent et M. Hastings reprend les points suivants :

- **Les caractéristiques institutionnelles des scrutins:**
  - Modes de scrutin, effets de seuil, réformes électorales : effets attendus et inattendus ?
  - Système partisan : quel en est l'élément structurant et se reflète-t-il dans les urnes ?
- **La signification politique des scrutins :**
  - les scrutins sont souvent abordés de façon à en déterminer la dimension "contestataire", sur le plan qualitatif et quantitatif : comment et jusqu'à quel point s'exprime la contestation, en fonction du contexte ?
- **La comparaison des scrutins :**
  - articuler une comparaison spatiale (nord-sud, sud-sud, nord-nord) et temporelle pose de nombreuses difficultés, en raison de la diversité des systèmes politiques et de la diversité des facteurs de leur évolution.

Il existe un **problème méthodologique** (soulevé par M.Catusse) : les données disponibles pour l'interprétation sont très variables : les statistiques ou les connaissances de géographie électorale, sont parfois inexistantes, difficiles d'accès, etc, et la fiabilité des résultats aléatoire. Ceci rend donc difficilement comparables des interprétations portant sur des pays différents de ce point de vue.

- La journée du 3 juillet s'interrogeait sur la radicalité politique, celle du 15 sur la notion de surprise électorale. Ces questions thématiques structurantes peuvent se décliner en plusieurs axes susceptibles d'alimenter une comparaison:
  - *Les coalitions partisans* : durée, rôle, efficacité, en fonction du type d'élections
  - *La contestation* : un terme trop vague à redéfinir: le vote contestataire s'oppose-t-il au vote utile ? comment l'articuler au vote anti-système ? au vote "pour voir" ? Le vote contestataire est-il un vote rupture (dimension efficace/symbolique ; dimension temporelle) ?
- **Les défis méthodologiques**
  - Défi des échelles: il faut sortir des explications autochtones :
    - Y a-t-il encore du local dans les élections locales ?
    - Peut-on encore analyser un scrutin national comme une expérience locale ?

- Comment intégrer la variable internationale ? (assistance matérielle, institutionnelle ou logistique, discours /pressions sur les acteurs nationaux )

La mise en perspective des "flux explicatifs" peut notamment faire l'objet d'une réflexion : par exemple, on peut s'intéresser au discrédit des valeurs de certaines familles idéologiques ; à la baisse de confiance dans les institutions, comme critères transversaux.

- Défis des catégories

- Les manières de dire /faire croire : comment sont définis les acteurs et les enjeux des scrutins ?
- "L'anormalité" ou la pathologie électorale : le rôle et l'efficacité normative de ces termes mérite examen.

- Défis des positionnements

- Sociologie des médiateurs autorisés à "interpréter" les résultats
- Leur évolution temporelle : pas de "mémoire" dans les médias ?

La prochaine journée devrait donc avoir un triple objectif :

- englober des études de cas d'Europe et d'Afrique, encore peu présentes dans le groupe
- aborder la variable internationale
- utiliser ces suggestions de thématiques transversales en les reliant au thème de la surprise électorale